

### **Annexe : Qualification juridique du contrat STOC**

Le contrat STOC doit être regardé comme un contrat de sous-traitance chez la plus part des OI dans la mesure où il s'inscrit dans une succession de contrats d'entreprise.

Pour rappel, en vertu de l'article 1710 du Code civil le contrat d'entreprise est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

2 critères permettent de le dissocier du contrat de vente :

- la plus-value résultant du travail de l'entrepreneur a une valeur supérieure à celle de la main-d'œuvre ;
- La spécificité du produit fabriqué répond a des indications particulières du maître d'ouvrage.

Le contrat STOC est un contrat d'entreprise par lequel l'OC réalise la prestation technique de Raccordement Final qui incombait au maitre d'ouvrage ou à l'exploitant en se conformant aux caractéristiques techniques définies aux STAS de l'OI et conformément à l'ordre de travaux.

La succession de contrats d'entreprise ayant en tout ou partie le même objet définit le contrat de sous-traitance.

En effet, l'article 1 de la loi d'ordre public n° 75-1334 du 31 décembre 1975 sur la sous-traitance (« Loi de 1975 ») définit le contrat de sous-traitance comme « *l'opération par laquelle un entrepreneur confie par un sous-traité et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant, tout ou partie de l'exécution du contrat d'entreprise ou du marché public conclu avec le maître de l'ouvrage* ».

En l'espèce, le contrat d'entreprise « STOC », s'inscrit en exécution du contrat d'entreprise principal passé entre le maitre d'ouvrage et l'exploitant, en ce que l'exploitant confie à l'OC la réalisation du segment de raccordement final dont il est redevable au titre de son contrat.

On peut donc conclure que le contrat STOC est un contrat de sous-traitance. Ce qui par ailleurs correspond à son intitulé.

Cette qualification de contrat d'entreprise du contrat STOC et de contrat de sous-traitance entraine :

- l'application des dispositions d'ordre public de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 sur la sous-traitance, notamment :
  - o l'agrément des sous-traitant (article 3 de la loi) ;
  - o la possibilité d'une action directe des sous-traitant contre le maitre d'ouvrage en cas d'impayé (article 12 de la loi) ;
  - o l'obligation de mettre en place d'une garantie de paiement au profit du sous-traitant sous peine de nullité du contrat (article 14 de la loi)
- la responsabilité de droit commun du sous-traitant (OC et/ou ses sous-traitants) :
  - o Livraison d'un ouvrage exempt de vices ;
  - o Le sous-traitant est tenu d'une obligation de résultat ;
  - o La faute du sous-traitant engage la responsabilité de l'entrepreneur principal vis-à-vis du maitre d'ouvrage ;
- l'application des dispositions de la loi n°71-584 d'ordre public du 16 juillet 1971 tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux privés définis par l'article 1779-3° du Code civil, aux contrats de sous-traitance

Il est important de rappeler aux OC l'ensemble de ces règles juridiques qui s'imposent à eux dans le cadre de la mission de raccordement du client final qu'ils souhaitent réaliser.